

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205387]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 42, modifié en dernier lieu par le décret du 21 juin 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 septembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2018;

Vu le rapport du 18 mai 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 63.796/2/V du Conseil d'Etat, donné le 30 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° le lieu d'accueil : le lieu d'accueil approprié visé à l'article 42, § 1^{er}, de la loi, au sein duquel le ou les animaux saisis sont hébergés provisoirement; »;

2° le 5° est remplacé comme suit :

« 5° le Service : le service administratif de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie qui est compétent pour rechercher, constater, poursuivre et réprimer les infractions en matière de bien-être animal. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Le lieu d'accueil de l'animal saisi est soit :

1° un refuge pour animaux;

2° une association reconnue pour l'aide et l'assistance aux animaux en situation de maltraitance;

3° si l'espèce de l'animal saisi le requiert, un parc zoologique.

Lorsque l'agent ou le bourgmestre est dans l'incapacité de trouver un lieu d'accueil tel que visé à l'alinéa 1^{er}, il peut placer l'animal dans un autre lieu d'hébergement pour autant qu'il soit adapté et que le responsable du lieu présente les capacités et connaissances suffisantes pour accueillir l'animal.

§ 2. L'agent qui procède à la saisie ou le bourgmestre qui ordonne la saisie détermine le lieu d'accueil en fonction :

1° de l'état de santé de l'animal et de l'urgence à le placer;

2° de la distance entre le lieu de saisie et le lieu d'accueil;

3° de la capacité d'hébergement du lieu d'accueil selon l'espèce concernée;

4° pour autant que le transport soit requis, de la capacité à procéder au transport de l'animal dans les délais fixés par l'agent ou le bourgmestre. ».

Art. 3. A l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le responsable du lieu d'accueil désigné peut solliciter au Service public de Wallonie une avance sur le remboursement des frais liés à la prise en charge de l'animal ou des animaux saisis. »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « une avance sur » sont insérés entre les mots « peut solliciter » et les mots « le remboursement des frais »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « du remboursement » sont remplacés par les mots « de l'avance sur le remboursement »;

4° au § 3, alinéa 2, les mots « Le remboursement » sont remplacés par les mots « L'avance sur le remboursement », le mot « forfaitaire » est abrogé et les mots « le forfait » sont remplacés par les mots « l'avance ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 4. Le responsable du lieu d'accueil fait réaliser, dès que possible, un rapport vétérinaire sur l'état de santé de l'animal saisi. Ce rapport parvient au Service ou au bourgmestre au plus tard le septième jour suivant la prise en charge effective de l'animal saisi. ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, les mots « par la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions » sont remplacés par les mots « par le Ministre ou par le bourgmestre ».

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, les mots « le remboursement prévu à l'article 3, § 1^{er}, n'est pas octroyé » sont remplacés par les mots « l'avance sur le remboursement des frais n'est pas octroyée ».

Art. 7. Dans le Chapitre V du même arrêté, un article 6/1 est inséré comme suit :

« Art. 6/1. Lorsque la restitution de l'animal est écartée en raison de la gravité des faits ou de la récurrence de ceux-ci et que l'animal n'a pas été mis à mort en raison de la nécessité de son état, le lieu d'accueil désigné constitue la destination de l'animal. Cette destination peut être opérée par vente ou par don en plein propriété.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'animal saisi peut recevoir une autre destination que le lieu d'accueil, lorsque ce dernier déclare être dans l'impossibilité de continuer à héberger l'animal à l'issue du délai visé à l'article 42, § 5, de la loi. Dans ce cas, le responsable du lieu d'accueil rend un avis sur la destination envisagée et peut d'initiative proposer une destination pour l'animal. ».

Art. 8. Dans le Chapitre V du même arrêté, un article 6/2 est inséré comme suit :

« Art. 6/2. § 1^{er}. Lorsque la saisie est réalisée à l'initiative de l'agent, le Service adresse au Ministre une proposition motivée de destination de l'animal. Cette proposition est transmise dans un délai de quarante jours à compter de la date de réception par le Service du procès-verbal visé à l'article 42, § 2, de la loi, et de la décision de saisie.

Dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception par le Service du procès-verbal visé à l'article 42, § 2, de la loi, et de la décision de saisie, le Ministre décide de la destination de l'animal.

§ 2. Lorsque la saisie est réalisée à l'initiative du Bourgmestre, ce dernier décide de la destination de l'animal dans un délai de soixante jours à compter de la date de la décision de saisie. ».

Art. 9. A l'article 7 du même arrêté, les mots « , en application de l'article 42, § 2, de la loi, » sont abrogés.

Art. 10. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Pour prendre une décision de saisie ou de destination d'un animal ou pour sa mise en application, l'agent, le Ministre ou le bourgmestre peut faire appel à un expert ou à toute autre personne jugée utile. ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} juillet 2018.

Art. 12. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205387]

20. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 42, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme;

Aufgrund der am 13. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. September 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 18. Mai 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 30. Juli 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 63.796/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„3° Aufnahme stelle: die in Artikel 42 § 1 des Gesetzes erwähnte geeignete Aufnahme stelle, in der das oder die beschlagnahmten Tiere vorübergehend untergebracht wird bzw. werden;“;

2° Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

„5° Dienststelle: die Verwaltungsdienststelle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die für die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Verstößen in Sachen Tierschutz zuständig ist.“.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - § 1. Die Aufnahme­stelle des beschlagnahmten Tieres ist:

1° entweder ein Tierheim;

2° eine Vereinigung, die für die Hilfe und Unterstützung der misshandelten Tiere anerkannt ist;

3° oder, wenn es die Tierart erfordert, ein zoologischer Garten.

Wenn der Bedienstete oder der Bürgermeister nicht in der Lage ist, eine Aufnahme­stelle nach Absatz 1 zu finden, kann er das Tier in eine andere Unterkunft bringen, insofern diese geeignet ist und der Verantwortliche des Ortes über ausreichende Fähigkeiten und Kenntnisse verfügt, um das Tier aufnehmen zu können.

§ 2. Der Bedienstete, der die Beschlag­nahme vornimmt, oder der Bürgermeister, der die Beschlag­nahme anordnet, bestimmt die Aufnahme­stelle je nach:

1° dem Gesundheitszustand des Tieres und der Dringlichkeit, dieses unterzubringen;

2° der Entfernung zwischen dem Ort der Beschlag­nahme und der Aufnahme­stelle;

3° der Unterbringungs­kapazität der Aufnahme­stelle je nach der betroffenen Art;

4° der Fähigkeit, den Transport des Tieres innerhalb der von dem Bediensteten oder dem Bürgermeister festgelegten Fristen durchzuführen, insofern der Transport von dem Bediensteten verlangt wird."

Art. 3 - In Artikel 3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Verantwortliche der gewählten Aufnahme­stelle kann einen Vorschuss auf die Erstattung der Kosten im Zusammenhang mit der Aufnahme des oder der beschlagnahmten Tiere beim Öffentlichen Dienst der Wallonie beantragen."

2° in § 2 Absatz 2 werden die Wörter "einen Vorschuss auf" zwischen die Wörter "der Aufnahme­stelle" und "die Erstattung" eingefügt.

3° in § 3 Absatz 1 werden die Wörter "der in § 1 vorgesehenen Erstattung" durch die Wörter "des in § 1 vorgesehenen Vorschusses auf die Erstattung" ersetzt;

4° in § 3 Absatz 2 werden die Wörter am Anfang des Satzes "Die pauschale Erstattung" durch die Wörter "Der Vorschuss auf die Erstattung" ersetzt und die Wörter "die Pauschale" durch die Wörter "den Vorschuss" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - Der Verantwortliche der Aufnahme­stelle lässt so schnell wie möglich einen tierärztlichen Bericht über den Gesundheitszustand des beschlagnahmten Tieres erstellen. Dieser Bericht geht bei der Dienst­stelle oder dem Bürgermeister spätestens am siebten Tag nach der tatsächlichen Aufnahme des beschlagnahmten Tieres ein."

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Wörter "von der Direktion der Bekämpfung der Wild­dieberei und der Ahndung der Verschmutzungen" durch die Wörter "von dem Minister oder dem Bürgermeister" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "wird die in Artikel 3 § 1 vorgesehene Erstattung nicht gewährt" durch die Wörter "wird der Vorschuss auf die Erstattung der Kosten nicht gewährt" ersetzt.

Art. 7 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6/1 - Wenn die Rückgabe des Tieres aus Gründen des Schweregrads der Taten und aufgrund deren wiederholten Auftretens ausgeschlossen wird und das Tier angesichts der Notwendigkeit seines Zustands nicht getötet wurde, ist die Aufnahme­stelle der Bestimmungsort des Tieres. Dies kann durch den Verkauf oder durch die volle Eigentumsübertragung geschehen.

In Abweichung von Absatz 1 kann das beschlagnahmte Tier einen anderen Bestimmungsort als die Aufnahme­stelle erhalten, wenn Letztere erklärt, dass sie nicht imstande ist, das Tier nach Ablauf der in Artikel 42 § 5 des Gesetzes erwähnten Frist weiterhin zu beherbergen. In diesem Fall gibt der Verantwortliche der Aufnahme­stelle seine Stellungnahme über den geplanten Bestimmungsort ab und kann auf eigene Initiative einen Bestimmungsort für das Tier vorschlagen."

Art. 8 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 6/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6/2 - § 1. Wenn die Beschlag­nahme auf Initiative des Bediensteten durchgeführt wird, übermittelt die Dienst­stelle dem Minister einen begründeten Vorschlag für den Bestimmungsort des Tieres. Dieser Vorschlag wird innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Datum des Eingangs bei der Dienst­stelle des in Artikel 42 § 2 des Gesetzes erwähnten Protokolls und des Beschlag­nahmebeschlusses übermittelt.

Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Eingangs bei der Dienst­stelle des in Artikel 42 § 2 des Gesetzes erwähnten Protokolls beschließt der Minister den Bestimmungsort des Tieres.

§ 2 Wenn die Beschlag­nahme auf Initiative des Bürgermeisters erfolgt, beschließt dieser den Bestimmungsort des Tieres innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Beschlag­nahmebeschlusses."

Art. 9 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden die Wörter "in Anwendung von Artikel 42 § 2 des Gesetzes" gestrichen.

Art. 10 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Um einen Beschluss über die Beschlag­nahme oder die Bestimmung eines Tieres zu treffen oder um diesen umzusetzen, kann der Bedienstete, der Minister oder der Bürgermeister einen Experten oder jede andere für nützlich erachtete Person zu Rate ziehen."

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2018 wirksam.

Art. 12 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. September 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205387]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 42, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 septembre 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 september 2018;

Gelet op het rapport van 18 mei 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 63.796/2/V van de Raad van State, gegeven op 30 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° punt 3° wordt vervangen als volgt :

“3° de opvangplaats : de geschikte opvangplaats bedoeld in artikel 42, § 1, van de wet, waarin het (de) in beslag genomen dier(en) tijdelijk worden gehuisvest;”;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt :

“5° de Dienst : de administratieve dienst van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, die belast is met het onderzoek, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van overtredingen inzake dierenwelzijn.”.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 2. § 1. De opvangplaats van het in beslag genomen dier is :

1° ofwel een dierenasiel;

2° ofwel een vereniging die erkend is voor de hulp en bijstand aan mishandelde dieren;

3° ofwel, als het soort in beslag genomen dier het vereist, een dierentuin.

Wanneer de ambtenaar of burgemeester geen opvangplaats als bedoeld in het eerste lid kan vinden, kan hij het dier in een andere verblijfplaats onderbrengen, op voorwaarde dat deze plaats geschikt is en dat de verantwoordelijke van de plaats bevoegd is en over voldoende kennis beschikt om het dier op te vangen.

§ 2. De ambtenaar die de inbeslagneming verricht of de burgemeester die de inbeslagneming beveelt, bepaalt de opvangplaats op grond van :

1° de gezondheidstoestand van het dier en het dringende karakter van zijn opvang;

2° de afstand tussen de plaats van inbeslagneming en de opvangplaats;

3° de opvangcapaciteit van de opvangplaats naar gelang van het betrokken soort;

4° voor zover vervoer vereist is, de mogelijkheid om het dier binnen de door de ambtenaar of burgemeester bepaalde termijn te vervoeren.”.

Art. 3. In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De verantwoordelijke van de aangewezen opvangplaats kan bij de Waalse Overheidsdienst een voorschot vragen op de terugbetaling van de kosten verbonden aan de behandeling van het dier of de dieren die in beslag zijn genomen.”;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden “een voorschot op” ingevoegd tussen de woorden “verzoeken om” en de woorden “de terugbetaling”;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden “bedoelde terugbetaling” vervangen door de woorden “bedoelde voorschot op de terugbetaling”;

4° in § 3, tweede lid, worden de woorden “De forfaitaire terugbetaling” vervangen door de woorden “Het voorschot op de terugbetaling”, het woord “forfaitaire” wordt opgeheven en de woorden “het forfaitaire bedrag” worden vervangen door de woorden “het voorschot”.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 4. De verantwoordelijke voor de opvangplaats laat, zo spoedig mogelijk, een veterinaire rapport opmaken over de gezondheidstoestand van het in beslag genomen dier. Bedoeld rapport wordt aan de Dienst of aan de burgemeester gestuurd uiterlijk de zevende dag na de effectieve tenlasteneming van het in beslag genomen dier.”.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions” vervangen door de woorden “Minister of burgemeester”.

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden “wordt de terugbetaling waarin artikel 3, § 1, voorziet, niet toegekend” vervangen door de woorden “wordt het voorschot op de terugbetaling van de kosten niet toegekend”.

Art. 7. In Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 6/1. Wanneer de teruggave van het dier wordt afgewezen vanwege de ernst van de feiten of de herhaling ervan en het dier niet is gedood vanwege de noodzaak van zijn toestand, is de aangewezen opvangplaats de plaats van bestemming van het dier. Deze bestemming kan gebeuren door verkoop of door schenking in volle eigendom.

In afwijking van het eerste lid, kan het in beslag genomen dier naar een andere bestemming dan de opvangplaats worden gezonden, wanneer laatstgenoemde verklaart dat ze aan het einde van de in artikel 42, § 5, van de wet bedoelde periode het dier niet meer kan onderbrengen. In dat geval brengt de verantwoordelijke van de opvangplaats advies uit over de beoogde bestemming en kan op eigen initiatief een bestemming voorstellen voor het dier."

Art. 8. In Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 6/2. § 1. Wanneer de inbeslagneming op initiatief van de ambtenaar wordt uitgevoerd, stuurt de Dienst de Minister een met redenen omkleed voorstel voor de bestemming van het dier. Dit voorstel wordt binnen een termijn van 40 dagen toegezonden te rekenen van de ontvangstdatum door de Dienst van het proces-verbaal bedoeld in artikel 42, § 2, van de wet, en van de beslissing tot inbeslagneming.

De Minister beslist over de bestemming van het dier binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangstdatum door de Dienst van het proces-verbaal bedoeld in artikel 42, § 2, van de wet, en van de beslissing tot inbeslagneming.

§ 2. Wanneer de inbeslagneming op initiatief van de Burgemeester wordt uitgevoerd, beslist hij over de bestemming van het dier binnen een termijn van 60 dagen te rekenen na de datum van de beslissing tot inbeslagneming."

Art. 9. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de woorden ", overeenkomstig artikel 42, § 2, van de wet" opgeheven.

Art. 10. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. Om een beslissing tot inbeslagneming of tot bestemming van een dier te nemen of voor de toepassing ervan, kan de ambtenaar, de Minister of de burgemeester een beroep doen op een deskundige of op elke andere nuttig geachte persoon."

Art. 11. Dit besluit treedt heeft uitwerking op 1 juli 2018.

Art. 12. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205326]

31 MAI 2018. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 11, 12 et 13 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 26;

Vu le décret du 13 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, l'article 22;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2018;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement aux articles de base 12.02, 33.11 et 43.07, des crédits d'engagement et de liquidation aux articles de base 12.09, 43.01, 43.06, 70.02, 71.01 et 74.06 et des crédits de liquidation aux articles de base 33.08, 41.01 et 52.05 du programme 11, des crédits d'engagement et de liquidation aux articles de base 12.02 et 31.02 et des crédits d'engagement aux articles de base 33.01 et 71.02 du programme 12 et des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 33.05 et des crédits de liquidation à l'article 51.01 du programme 13 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, afin de pallier à l'insuffisance de crédits sur ces articles de base,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 2.290 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 710 milliers d'EUR sont transférés au sein des programmes 11, 12 et 13 de la division organique 15.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 11, 12 et 13 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 15 12.02.11	1.174	1.174	+ 1.200	-	2.374	1.174
DO 15 12.03.11	675	675	- 100	- 75	575	600
DO 15 12.09.11	928	928	+ 128	+ 16	1.056	944
DO 15 33.01.11	1.192	1.192	- 55	- 55	1.137	1.137